



ASSEMBLÉE NATIONALE

DEUXIÈME SESSION

TRENTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 74

**Loi modifiant la Loi sur les
accidents du travail et les maladies
professionnelles et la Loi sur les
accidents du travail**

Présentation

Présenté par
M. Yves Séguin
Ministre du Travail

Éditeur officiel du Québec
1988

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi a pour objet de déclarer valides des programmes de stabilisation sociale, de stabilisation économique et d'indemnités de réadaptation établis par la Commission de la santé et de la sécurité du travail en application de la Loi sur les accidents du travail. De plus, il prévoit que la Commission peut, avec l'autorisation du ministre, modifier ces programmes par résolution.

Il a également pour objet de modifier, avec effet rétroactif, la Loi sur les accidents du travail afin de prévoir les modalités de remboursement, par les employeurs visés à l'annexe B de la loi, des dépenses et déboursés effectués par la Commission en matière de réadaptation et de supprimer le pouvoir réglementaire qui est prévu à cette fin.

Enfin, ce projet prévoit le processus de révision et d'appel des décisions prises par la Commission pour l'application de ces programmes ainsi que les modalités de remboursement des sommes que les employeurs ayant contesté les programmes ont dû payer en application de ceux-ci.

Projet de loi 74

Loi modifiant la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles et la Loi sur les accidents du travail

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (L.R.Q., chapitre A-3.001) est modifiée par le remplacement de l'article 570 par les suivants:

« **570.** Les programmes de stabilisation économique, de stabilisation sociale et d'indemnités de réadaptation établis en application des articles 56 et 56.1 de la Loi sur les accidents du travail (L.R.Q., chapitre A-3) sont et ont toujours été valides malgré le fait qu'ils n'aient pas été établis par règlement.

La Commission peut, par résolution et avec l'autorisation du ministre, modifier ces programmes; la Loi sur les règlements (L.R.Q., chapitre R-18.1) ne s'applique pas à ces modifications.

« **570.1** Une décision de la Commission rendue en application d'un programme de stabilisation économique, de stabilisation sociale ou d'indemnités de réadaptation peut faire l'objet d'une révision et d'un appel comme s'il s'agissait d'une décision rendue en vertu de la présente loi. ».

2. La Loi sur les accidents du travail (L.R.Q., chapitre A-3) est modifiée par le remplacement du deuxième alinéa de l'article 56.2 par le suivant:

« Lorsqu'un employeur appartient à une industrie mentionnée dans l'annexe B, il doit, dans les 30 jours d'une demande à cet effet, rembourser à la Commission ces dépenses et déboursés. À défaut, la

Commission rend une décision qui indique la nature, le montant et la date de ces dépenses et déboursés ainsi que les nom et prénom du travailleur pour qui ils ont été faits. ».

3. L'article 124 de cette loi est modifié par l'abrogation du paragraphe *l*.

4. Un bureau de révision constitué en vertu du paragraphe 5 de l'article 63 de la Loi sur les accidents du travail demeure compétent pour examiner, entendre et décider toute demande de révision faite en vertu de cette loi et qui concerne les programmes de stabilisation économique, de stabilisation sociale ou d'indemnités de réadaptation.

5. Tout employeur qui, avant le 4 mai 1988 et dans les délais requis, a contesté devant un tribunal administratif, en révision ou en appel, ou devant un tribunal judiciaire la validité du programme de stabilisation économique, de stabilisation sociale ou d'indemnités de réadaptation pour le motif qu'il n'a pas été établi par règlement, ne peut être tenu, à l'égard de ses travailleurs, aux coûts résultant des dépenses faites par la Commission de la santé et de la sécurité du travail, entre le 20 octobre 1982 et le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*), en application de ce programme; l'employeur tenu personnellement au paiement des prestations n'a pas à rembourser ces dépenses à la Commission.

Si ces dépenses ont déjà été imputées à cet employeur, la Commission doit, pour l'application du système de cotisation basé sur le mérite ou le démérite des employeurs, recalculer la cotisation de cet employeur pour les années visées par la cotisation en excluant le montant de ces dépenses; par ailleurs, la Commission doit rembourser l'employeur qui lui a personnellement payé le coût de ces prestations.

Aucun intérêt n'est payable sur les sommes remboursées par la Commission en application de l'alinéa précédent.

6. Les sommes remboursées aux employeurs en application de l'article 5 sont financées au moyen de la cotisation annuelle fixée conformément au chapitre IX de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles ou, selon le cas, conformément à l'article 343 de cette loi.

7. Les dispositions de la présente loi entrent en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*). Toutefois l'article 2 a effet depuis le 1^{er} janvier 1979.